

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 121 (1976)
Heft: 8

Artikel: Réflexions sur l'armée et la nation
Autor: Henry, Jean-Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344034>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réflexions sur l'armée et la nation

par Jean-Michel Henry

Travail primé au concours de travaux écrits 1974-1975 de la Société suisse des officiers

Avant-propos

L'ambiguïté de ces quelques pages est simple : elles sont, et ne sont pas, un travail de circonstance.

D'une part, il est évident que l'on ne se réveille pas un beau matin en disant : « Réfléchissons pour le concours de travaux écrits de la SSO. » Donc, poursuivies depuis un certain temps déjà, partiellement exprimées par d'autres voies, ces « Réflexions » ne sont pas nées pour une occasion spécifique. Comme telles, elles ne prétendent pas à la rigueur d'un ouvrage méthodiquement conçu et réalisé dans un but soigneusement déterminé.

D'autre part, il est non moins évident qu'elles n'auraient jamais vu le jour, tout au moins sous forme écrite, sans le prétexte de ce concours et, plus spécialement, du délai dont il était assorti. En ce sens, ce texte souffre d'une écriture rapide, donc moins travaillée qu'elle n'aurait éventuellement pu l'être en d'autres circonstances.

Pourtant, il existe, sous ce titre un peu particulier : « Réflexions sur l'armée et la nation. »

M'expliquant par ailleurs sur le sens de ces deux termes, c'est au substantif initial que je veux revenir, pour dire l'esprit dans lequel je l'ai employé.

« Réflexions » : tentative d'exprimer certaines idées et relations intellectuelles, dans un style et une recherche de vérité propres à l'auteur. Par avance, je regrette donc tout essai de comprendre ce qui suit comme une contribution à une quelconque « Théorie des rapports entre l'armée et la nation ».

« Réflexions » encore : expression libérée de tout souci de plaisir. Certains aspects déplairont peut-être. Comme ceux qui bénéficieront de l'agrément du lecteur, ils n'atteindront leur objectif que s'ils suscitent des réactions, positives ou négatives.

« Réflexions » enfin: un homme parmi d'autres donne son opinion. Il ne la croit pas pour autant définitive: elle ne procède que de son expérience personnelle, acquise au contact d'autres hommes, suisses ou étrangers, partisans ou adversaires de l'institution militaire. S'il s'érite parfois en juge, c'est davantage par passion pour le sujet que par goût du procès — qu'il n'a d'ailleurs pas de titre particulier à mener.

Finalement, j'ajouterais n'avoir eu, en rédigeant ces « Réflexions », d'autre intention que de mieux servir ce corps social auquel je suis attaché: l'armée.

Château-d'Œx/Lausanne, août/septembre 1975.

Le temps des doutes

Il est aujourd'hui devenu d'usage courant — sinon de « bon ton » — de mettre en doute la valeur et l'utilité de l'institution militaire.

Dénigrée généralement avec d'autant plus d'assurance qu'on la connaît mal, elle est ainsi enfermée dans un cercle vicieux où la critique renforce le doute, et où le doute aiguise la critique. Dès lors, l'officier de milice lui-même, fut-il animé des meilleures intentions, se trouve le plus souvent pris au piège des déclarations imprécises, spécieuses et contradictoires qui forment l'essentiel de l'argumentation des adversaires déclarés de l'armée¹.

Dans les limites de cette étude, il est somme toute peu intéressant de savoir si le doute a chronologiquement précédé la critique ou si le contraire s'est produit². En revanche, il est capital de noter d'emblée que cette « contestation » de l'institution militaire, qui vise aussi bien sa constitution spécifique que son rôle dans la vie de la nation, n'est de loin pas propre à notre pays (que, par rapport à certains voisins, on peut considérer comme relativement épargné), mais touche l'ensemble des

¹ L'expression « institution militaire » et le terme « armée » sont pris ici dans un sens identique et peuvent, suivant le contexte, désigner aussi bien les forces armées en elles-mêmes que le corps social qu'elles représentent dans la nation.

² Bien que ce problème puisse constituer le thème d'une intéressante étude historico-sociologique, il faut admettre que son intérêt pratique est assez limité. C'est, en quelque sorte, une nouvelle version du débat sur l'antériorité de l'œuf et de la poule...

Etats¹ à haut standard de vie qui n'ont pas actuellement à faire face à une menace directe et précise².

Cette première partie se propose donc d'examiner brièvement les principales raisons de cette remise en question de l'armée, aussi bien au niveau de l'attitude générale qu'à celui des comportements particuliers de la jeunesse et des moyens d'information à son égard³.

L'une d'entre elles déjà mentionnée, probablement la principale, en tout cas la mieux connue, est l'absence de menace, autrement dit, de toute nécessité militaire réelle dans les trente dernières années. Une génération a donc eu le temps de « désapprendre » l'efficacité et l'utilité d'une solide protection armée. A contrario, elle a sans peine pu en retenir les aspects négatifs, tels que le poids personnel et financier d'un devoir trop souvent mal expliqué.

Ainsi est née la certitude que rien n'arrivera jamais, que l'époque des conflits armés est révolue et que l'armée n'est plus qu'un dinosaure insensible au changement de climat qui le tuera. De cette trop grande confiance découle cette impression de profonde inutilité qu'une partie des citoyens de ce pays ressent vis-à-vis de l'institution militaire.

En dernière analyse toutefois, cette réaction — que la libération psychologique vécue à la fin de la dernière conflagration mondiale a contribué à créer — est plutôt saine et, sous certaines réserves, moins dangereuse qu'il n'y paraît.

Elle témoigne de cette prodigieuse capacité d'oubli qui fait l'homme : on ne vit pas avec et pour des souvenirs. Il est faux de croire qu'à l'heure du calme et de la paix (si précaires qu'ils puissent paraître à certains), les exemples des ancêtres constituent encore nécessairement des valeurs de référence. Que les fils n'écoutent que d'une oreille assez distraite les exploits des pères est donc normal, surtout quand ces derniers semblent se résumer à la garde du même sapin pendant cinq ans.

¹ Sauf précision contraire, « pays », « nation » et « Etat » ont le même sens.

² Ainsi se trouve écarté le cas d'Israël, pays à haut standard de vie devant faire face à une menace directe et précise. Par ailleurs, le rapport existant entre l'élévation du niveau de vie et la « crise » des institutions dans la société occidentale n'est ici que très brièvement abordé. Pour autant, il n'en est pas moins important. Mais de très nombreux travaux ont montré qu'une des causes de désintérêt à l'égard de l'armée est l'effort — dans tous les sens du mot — qu'elle réclame de ses membres. Or, cet engagement est en contradiction avec les « principes » d'une société économiquement avancée. Exemple : la publicité, qui véhicule essentiellement des concepts comme « gagner du temps », « avoir plus avec moins d'efforts », etc.

³ Le choix de ces deux groupes ne signifie nullement qu'ils soient les seuls ou les principaux à remettre en cause l'armée. Simplement, ils paraissent plus proches que d'autres de préoccupations quotidiennes.

Les trop célèbres histoires de « mob » font vraisemblablement ainsi plus de mal que de bien au moral du pays. Contribuant le plus souvent à accréditer l'idée d'une partie de campagne de deux mille et quelques jours, émaillée de réponses tonitruantes à un colonel de passage, d'amourettes de village et de beuveries rurales, elles n'offrent pas à la nouvelle génération la possibilité de mesurer ni ce que fut réellement la « mob », son cortège de privations, de carrières retardées, de difficultés économiques en tout genre, ni combien l'attente peut parfois être une épreuve aussi dure que le combat.

L'immense intérêt suscité par les émissions télévisées, puis par l'ouvrage de Werner Rings, consacrés à la Suisse et à la guerre de 39-45, le prouve. D'innombrables questions ont été posées à la suite des diffusions, principalement par des jeunes, désireux de comprendre et découvrant subitement une réalité bien différente de celle évoquée plus haut. Mais, là aussi, ce n'est que la nature humaine qui parle quand chacun « arrange » ses souvenirs pour n'en conserver que les moments lumineux...

Au niveau du peuple, dans la mesure où il est possible de la combattre rapidement (voir certaines réactions lors des événements de 1956 ou 1968...), la « surconfiance » est en définitive moins grave qu'on ne le croit en règle générale (ce qui ne signifie pas qu'elle soit une attitude recommandable). Elle est au contraire inquiétante lorsqu'elle touche les gouvernants, plus spécialement les représentants du peuple. Car, dans une démocratie directe comme l'est la nôtre, le gouvernement est bien davantage qu'ailleurs à la merci du peuple et de ses élus. Ces derniers ne doivent donc pas céder aux mirages des désarmements partiels et ne pas entamer, par simple souci électoral, la crédibilité de l'armée. Il est des limites — budgétaires, entre autres — à ne pas franchir: la Suisse en approche actuellement à grands pas. Au-dessous de ce seuil, l'effort consenti cesse de produire des résultats de valeur et, en poursuivant le raisonnement jusqu'à son terme, il devient alors plus sensé de ne rien faire du tout. Certes, l'alarmisme n'est pas de mise à cet égard, mais la vigilance demeure plus que jamais nécessaire.

Cependant, à part l'absence de menace, d'autres raisons, moins évidentes, mais tout aussi agissantes, concourent également à la détérioration de l'« image » de l'armée et à sa remise en cause.

En premier lieu, la perte de prestige de l'institution militaire. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans les pays à haut standard de

vie, l'état de soldat ne constitue plus un statut social honoré, voire honorable. Alors que dans d'autres nations — où, par la force des choses, l'armée est restée un des rares refuges contre la misère, l'ignorance et le désordre — le fait d'être militaire continue d'être assimilé à une promotion sociale, il est aisé de noter que dans notre pays, par exemple, la carrière d'instructeur, pour ne citer qu'elle, ne jouit pas des faveurs de la population¹.

Mises à part les questions économiques, qui jouent un rôle non négligeable, ce phénomène, lié à la première raison citée, est en grande partie dû à la relative inertie de l'armée, qui ne s'est que très tardivement préoccupée de valoriser intelligemment le statut militaire².

C'est ainsi qu'en réduisant ses instructeurs au niveau de fonctionnaires civils — dans leur représentation, par exemple — elle a contribué à dévaloriser leur « image » en leur ôtant une part importante de leur spécificité réelle de militaires professionnels au service de la nation. Parce que la définition, la forme et les moyens de leur mission sont différents et possèdent des implications plus fortes, ils doivent se distinguer nettement des autres agents de la fonction publique et, à la limite, des autres citoyens.

Les miliciens sont également touchés par cette perte de prestige. Sur ce même plan de la représentation extérieure, l'autorisation donnée aux officiers et soldats de se mettre en civil durant leurs congés apparaît comme un exemple de faute psychologique, due à une concession circonstancielle erronée.

Nul n'ignore en effet que l'uniforme remplit une double fonction de reconnaissance: l'une d'ordre purement matériel, qui permet de distinguer l'ami de l'ennemi, l'officier du soldat, l'artilleur de l'aviateur, etc.; l'autre, infiniment plus importante, d'ordre psychologique, qui a pour objet la création d'un sentiment d'appartenance au groupe, permettant aux non-membres de la reconnaître et de la respecter, le cas échéant.

Ce sentiment d'appartenance, vital à la cohésion de tout groupe humain, passe à l'armée (entre autres éléments) par la fierté de l'uniforme. C'est ainsi qu'il n'y a encore pas si longtemps — quand la spécificité de

¹ Le recrutement est, paraît-il, plus aisé actuellement: c'est la rançon d'une situation économique incertaine, dont on sait fort bien qu'elle tend toujours à pousser les demandeurs d'emplois vers la fonction publique, en raison de la sécurité qu'elle offre à ses agents. Mais ce n'est que l'arbre qui cache la forêt et il faut regarder plus loin que le moment présent.

² Quand elle commence maintenant à le faire, c'est très discrètement et avec de multiples réserves, prétextant que « ce n'est pas dans la mentalité suisse ». En est-on si certain?...

l'institution militaire était mieux établie qu'aujourd'hui — il était de tradition que la recrue ou le soldat revenant en congé fasse le tour du village en uniforme, souvent accompagné par les autres mâles de la famille, marquant ainsi l'accomplissement d'un devoir et la continuation d'une certaine tradition. Sans tomber dans la nostalgie du « bon vieux temps », critiquable entre toutes, il est dommage que rien, ou presque, n'ait été fait pour conserver, en l'adaptant à des formes plus modernes, cet état d'esprit particulièrement utile à l'armée.

D'autres mesures à notre sens préjudiciables à l'« image » de l'institution militaire pourraient être citées sans peine. Il suffit cependant de rappeler que, d'un strict point de vue psychologique, on fait fausse route en pensant augmenter l'efficacité de l'outil militaire par une réduction systématique des différences existant entre l'armée et le pays, le civil et le militaire, le soldat et le citoyen.

Il n'est naturellement pas ici question de prôner la création de deux groupes antagonistes: la chose paraît d'ailleurs difficilement possible — pour ne pas écrire impossible — dans un Etat dont la Constitution fait de chaque citoyen, ou presque, un soldat trois semaines par an.

Mais il s'agit de dire clairement que si « *une armée de milice, c'est d'abord le peuple* » (Général H. Guisan), cela ne signifie aucunement que l'armée et le peuple soient deux réalités identiques. L'armée procède du peuple: comme telle, elle a sa mission, ses objectifs et ses moyens spécifiques. Mais elle n'est pas le peuple et ne saurait se confondre avec lui autrement qu'au niveau de l'esprit qui les anime tous deux. Dans sa matérialité, il lui appartient donc de se distinguer, condition d'affirmation de sa présence au service de la communauté.

A nouveau, cette perte de prestige de l'institution militaire n'est pas uniquement helvétique: elle touche aussi les autres nations. De ce fait, une troisième raison de la perte de crédibilité de l'armée auprès d'une partie importante de la population réside dans l'impact de certaines expériences militaires étrangères, qui ont eu des répercussions nettement défavorables quant à l'attitude vis-à-vis de l'institution militaire.

C'est dans les caractéristiques spécifiques de ces expériences qu'il faut chercher les causes de ce fait. Quels furent donc les éléments différenciant les engagements militaires opérés dans les trente dernières années par les nations occidentales — tels que, par exemple, ceux de la France en Indochine et en Algérie ou des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique — de

la conception « classique » que tout un chacun se fait de la guerre en général?

Premièrement, ces engagements prirent la forme de combats conduits à l'extérieur du territoire métropolitain, dans des régions du globe ne représentant rien de concret pour la quasi-totalité de la population de la puissance « occupante ». Ses ressortissants ne se trouvèrent donc jamais directement confrontés à des exigences de survie ou, plus simplement, de conservation d'un territoire vital. De ce fait naquit une profonde indifférence¹, tant à l'égard de la guerre — qui, d'inutile, ne tarda pas à devenir apparemment injuste — qu'à celui de la partie directement concernée de la nation (colons, fonctionnaires détachés et, même, militaires). En revanche, un très fort courant de sympathie se créa, plus spécialement vers la fin des conflits, en faveur des populations « agressées ».

Deuxièmement, toujours effectuées contre des troupes que la propagande gouvernementale présentait systématiquement comme faibles, pour ne pas dire insignifiantes — accentuant ainsi un sentiment de supériorité existant — ces opérations se soldèrent toutes, aux yeux de l'opinion, par de graves échecs militaires, allant jusqu'à l'évacuation pure et simple du territoire concerné.

Troisièmement, ils virent naître — toujours pour l'opinion — de nouvelles formes de combat. Leur particularité apparente fut qu'elles semblèrent à elles seules permettre la victoire des « petits » sur les « grands », offrant le spectacle de la déroute des « grandes machines » produites par la technologie militaire moderne. Il n'est que de se souvenir de certaines réactions américaines récentes pour s'en convaincre. De plus, un « nouveau » type de combattant parut s'imposer définitivement: le maquisard, agissant seul ou en petit groupe sans support logistique impor-

¹ Il ne faut pas se laisser abuser par les gros titres des journaux, les déclarations ronflantes ou le remue-ménage entretenu par certains groupes minoritaires et croire que, par exemple, le peuple français s'est réellement senti « concerné » par la question algérienne. Les enquêtes réalisées à l'époque montrent le contraire. Se basant sur une source professionnelle sûre, l'auteur peut donner une illustration de cette indifférence en révélant qu'en 1960, un des premiers sondages d'opinion commandé par un grand journal français ne fut jamais publié par ce dernier, qui œuvrait indirectement pour une Algérie française. Il montrait entre autres que six Français sur dix pensaient que « la France n'avait pas grand-chose à perdre en abandonnant l'Algérie » et qu'un sur deux estimait qu'il fallait mettre fin le plus rapidement possible à la guerre. Ce serait, paraît-il, en partie sur la base de ces informations que le général de Gaulle prit la décision de proposer le processus d'autodétermination qui conduisit au retrait français. Plus récemment, l'opinion américaine a montré des dispositions semblables à l'égard du Viêt-Nam. Ajoutons enfin que les problèmes actuellement posés par les harkis en France ou les réfugiés vietnamiens aux Etats-Unis ne sont que les séquelles de cette indifférence, qui s'est transformée en lassitude et même en opposition pure et simple à tout ce qui est susceptible de rappeler ces périodes malheureuses.

tant, vivant sur le pays et doté d'un armement léger, mais terriblement efficace.

Si les résultats enregistrés dans le terrain ne constituèrent généralement pas une réelle surprise pour les observateurs et professionnels de la chose militaire, il en fut autrement pour le commun des mortels.

L'opinion eut l'impression que le temps de la guerre classique était révolu et qu'il fallait entrer sans tarder dans celui de la guérilla, concept apparemment neuf malgré les expériences de résistance nationale dans le second conflit mondial. C'était certes oublier que Stendhal employait déjà ce mot pour désigner les guerres de partisans. Mais il n'en sembla pas moins à l'opinion que si l'armée ne s'y ralliait pas, c'était davantage pour préserver certains priviléges — au nombre desquels ceux des officiers — que par souci d'une stratégie adaptée à nos besoins et moyens.

Dès lors, les détracteurs de l'institution militaire eurent beau jeu de réclamer la suppression de l'actuelle organisation militaire, à leur sens dépassée dans sa rigidité hiérarchique, et son remplacement par des groupes de résistance locaux, de conception légère, souple et, surtout, égalitaire. Position d'ailleurs intelligente, qui renouait directement avec ce mythe cher à beaucoup de peuples: celui des résistants-libérateurs, pères de la nation, dont Guillaume Tell est l'incarnation helvétique.

On omit naturellement de dire à cette occasion que discipline et hiérarchie existaient aussi chez ces « petits » vainqueurs des « grands » — et à un niveau encore supérieur à celui pratiqué dans les armées occidentales... Les conditions d'existence, les efforts, renoncements et sacrifices consentis par les maquisards vietnamiens ou algériens ne furent pas autrement cités qu'a posteriori et comme éléments de légende. Il est vraisemblable qu'il serait assez difficile d'en faire accepter la moitié seulement à des soldats occidentaux.

Enfin, la vision stéréotypée du guérillero — dont le « Che » devint la représentation la plus marquante — fut évidemment, dans son romantisme naïf, beaucoup plus prenante (et le reste) que celle du G.I. rose et bien nourri: il était par conséquent difficile de lutter contre la simplification abusive dont firent preuve en cette circonstance les adversaires de l'armée.

Pourtant, toutes proportions gardées, le combat mené par ces maquisards ressemblait à celui que, dans certaines situations extrêmes, le soldat suisse pourrait mener contre des forces occupantes supérieures en nombre,

en matériel et en puissance. Malgré cela, il n'y eut que peu de tentatives pour le diffuser et l'expliquer simplement au niveau de la troupe. Dans un autre genre, il en va actuellement de même avec le conflit israélo-arabe. Pourtant, toutes considérations politiques mises à part — et c'est probablement là qu'est le nœud du problème — il mériterait d'être très largement commenté et étudié, non seulement au sein des états-majors, mais bien à tous les échelons de l'armée.

* * *

Trois raisons majeures du doute qui gagne une large partie de la population suisse ont été brièvement cernées dans les lignes qui précèdent. Certes, il y en a d'autres: par exemple, le surdéveloppement économique de l'après-guerre, qui n'a en rien préparé la population à accepter naturellement les exigences et obligations particulières de la formation militaire. Cependant, quelle que soit la longueur de la liste que l'on dresse, un fait subsiste: l'institution militaire est de plus en plus souvent remise en cause, et par un nombre grandissant de citoyens. Parmi eux, cette fraction mal définie que l'on nomme « la jeunesse »¹.

Quelle est donc la nature de cette « contestation » militaire des jeunes? Est-ce, comme le disent certains, un « vaste complot visant la suppression de l'armée », qui serait orchestré par le monde communiste et dans lequel les jeunes n'auraient d'autre rôle que celui de pions savamment manipulés? Au contraire, ainsi que d'autres le prétendent, s'agit-il de simples « égarements de jeunesse », que l'âge, le mariage, les enfants et la saine fréquentation des cercles politiques auront tôt fait de supprimer? Ou bien, à les écouter, doit-on croire que « ces jeunes », comme on dit, sont fondamentalement différents des générations précédentes?

Différents? Peut-être. Fondamentalement différents? Certainement pas. On n'a jamais que les exigences particulières de son âge. Celles de la jeunesse d'aujourd'hui trouvent des voies d'expression spécifiques à l'époque, mais, au fond, elles sont exactement semblables à celles des

¹ Il s'agira toujours ici de la partie de la population comprise entre 16-17 ans (âge où les questions militaires commencent à apparaître sérieusement dans l'ordre des préoccupations) et 25-26 ans (âge moyen du mariage). Sans faire « sexism », c'est le plus souvent à la fraction masculine que l'on se réfère implicitement.

générations antérieures. Et, comme le reste de la population, les jeunes peuvent, dans leurs attitudes et réactions à l'égard de l'institution militaire, se diviser en quatre catégories, sommairement décrites ci-après.

Il y a tout d'abord les « pacifistes ». Ils ont existé de tout temps, réfractaires à l'idée même d'un service militaire ou armé, mais admettant le plus souvent celle d'un service à la communauté. Prosélytes d'un monde de paix et d'amour, en tant que tels méritant le respect de chacun, ils sont généralement, hors le plan militaire, de très conformistes citoyens. Pour eux existe le projet d'un service civil — dont on peut penser ce que l'on veut — mais qui, tôt ou tard, faisant son chemin, prendra place au nombre des valeurs admissibles et dont la principale difficulté sera naturellement l'application.

Puis, dans un registre plus dangereux pour l'armée, viennent les « révolutionnaires », dont on oublie facilement que s'ils sont opposés à l'institution militaire, c'est uniquement pour des raisons de stratégie et non par principe. Opposition d'ailleurs tout extérieure, qui n'empêche pas les moins « marqués » d'entre eux d'accomplir parfaitement leurs obligations militaires, pour mieux connaître de l'intérieur ce système qu'ils combattent. C'est pourquoi ceux qui parlent de « complot destiné à supprimer l'armée » devraient songer que leurs tonitruantes déclarations ridiculisent l'institution qu'ils veulent défendre et que ce genre d'adversaire ne se combat efficacement qu'en gardant la tête froide. A ce sujet, il est assez surprenant de constater que beaucoup de ces anti-communistes ignorent les thèses qu'ils combattent. Pourtant, elles méritent une lecture attentive. Tout comme *Mein Kampf* donnait la clé de la conduite future d'un certain caporal autrichien, les œuvres de Marx, Engels et Lénine — pour ne citer qu'eux — décrivent les principes directeurs de la stratégie des groupes révolutionnaires d'obédience marxiste. On peut y lire entre autres que le but final de la révolution est l'instauration d'une société sans classes. « *L'issue de cette lutte ne saurait être douteuse* », dit Marx, car « *avec la bourgeoisie s'écroule la propriété privée et la victoire de la classe ouvrière met fin pour toujours à la lutte des classes.* » (*Le Capital*).

C'est rappeler que pour lui, « *l'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classes* » et que notre époque, « *l'époque de la bourgeoisie, a ceci de particulier qu'elle a simplifié les oppositions de classes. De plus en plus, la société entière se partage en deux camps ennemis, en*

deux classes diamétralement opposées l'une à l'autre: la bourgeoisie et le prolétariat. » (Le Manifeste communiste). Quant à l'Etat, il n'est rien d'autre que « *le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre classe* ».

Sans entrer dans le détail, il faut ajouter que la révolution n'est pas une fin en soi, mais simplement un moyen de parvenir à l'instauration de la dictature du prolétariat, qui « *constitue seulement la période de transition vers la suppression de toutes classes et vers une société sans classes* » (lettre à Weidmeyer, 5 mars 1852).

Reste à provoquer la révolution. D'abord en faisant que les masses ouvrières prennent conscience de leur aliénation, ensuite en détruisant l'ordre social établi. C'est le rôle des communistes, que Marx décrit parfaitement dans l'un de ses passages les mieux connus: « *Dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total. (...) Les communistes dédaignent de dissimuler leurs idées et leurs projets. Ils déclarent ouvertement qu'ils ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en détruisant par la violence l'ancien ordre social. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » (Le Manifeste communiste).

Enfin, en devenant leniniste, le marxisme affirmera nettement que la stratégie de la révolution passe par le Parti et « *qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire* » (Lénine, Histoire du Parti communiste).

Bref rappel des principaux points de la doctrine marxiste, tout au moins en ce qui concerne la stratégie révolutionnaire, ces quelques lignes montrent simplement qu'il est normal et naturel que les (rares) révolutionnaires de ce pays critiquent systématiquement les institutions et, parmi elles, parce qu'elle a valeur de symbole particulièrement évident, l'armée.

A tous les niveaux, qu'il s'agisse de doctrine ou de pratique, il est indispensable d'être présent dans ce débat, non avec de grandes déclarations de principe, mais avec des arguments solides et réfléchis. Si la dialectique marxiste est un moment capital de la pensée — dont on ne peut nier l'importance sans jeter le bébé avec l'eau du bain — les autres théories, sociales, politiques, économiques, révolutionnaires de Marx sont infini-

ment plus discutables et peuvent aisément être combattues par la raison.

Reste la majorité, formée de deux groupes aux contours indistincts: les « réformistes » — tour à tour attirés par le mythe passionnel du socialisme, puis étonnés de leur audace momentanée, ils finissent par adopter pour règle de conduite cette invention bien helvétique: le compromis — et les partisans du statu quo. Appartenant tantôt à l'un des groupes, tantôt à l'autre, les membres de cette majorité jugent en fonction de critères personnels. Leur principale qualité est un solide bon sens et leur plus grand défaut, une aptitude exagérée à croire les informations les moins crédibles. Les pieds sur terre et la tête girouette: comme tels, ils forment, dans son essence, le peuple.

Les jeunes sont bien entendu essentiellement présents dans les trois premières catégories, remettant en cause tout ou partie de l'institution militaire.

Cette contestation, la plupart du temps limitée, est saine et utile. Elle fait partie de l'attitude que l'on doit avoir à vingt ans, faute de manquer une partie importante de sa vie. Celui qui, à cet âge, n'est pas poussé par ses exigences propres de vérité, de justice et de pureté, celui qui en leurs noms ne remet pas en question la société et ses institutions, celui-là présente de dangereux signes de résignation précoce. Pour bien vivre, un pays a besoin d'une jeunesse turbulente, contestatrice et iconoclaste: à quelque sens qu'on l'entende, le progrès n'est pas dans les « idées de papa ».

L'armée est un symbole particulièrement évident de la « vieille génération »: la loi de l'ancienneté le veut ainsi. Il est donc d'autant plus difficile à admettre par des jeunes, même lorsque leurs interlocuteurs déclarent qu'ils représentent l'avenir. « *Méfiez-vous des vieux qui disent « place aux jeunes ». Demandez-vous pourquoi les places qu'ils vous proposent sont toujours celles des autres, jamais les leurs* », disait en substance Sacha Guitry dans ses *Conseils à un jeune homme*.

Vouloir changer le monde et les choses n'est pas un enfantillage, mais bien une phase essentielle du développement de l'homme. Croire en une société meilleure et plus juste, lutter pour son avènement sont des actes créateurs, donc des actes de vie, qui doivent se traduire par un engagement personnel, sous peine de rester gratuits.

C'est donc à l'armée, en se donnant une « image » conforme aux

exigences actuelles, et, au-delà, à la nation, d'offrir une alternative séduisante à cet enthousiasme créateur, dont l'institution militaire a besoin, peut-être encore plus qu'une autre.

* * *

Une des faiblesses principales des démocraties est d'admettre, pratiquement sans restrictions, la libre expression de toutes les opinions, y compris de celles qui contestent le système qui les accueille.

Faiblesse qui est aussi une force. En refusant d'interdire, en ne créant pas (ou peu) de faux martyrs, on fait en sorte que beaucoup de propositions mal fondées ne rencontrent que l'indifférence, noyées qu'elles sont dans un flot d'opinions mieux motivées et présentées. Car l'atout majeur du système est bien entendu la multiplicité de l'information: seuls les messages fortement sensibilisateurs jouissent d'un impact important.

Un exemple simple illustre parfaitement cette loi de la communication: trois morts dans un accident de la route entre Lausanne et Yverdon « pèsent » infiniment plus lourd dans l'opinion qu'un coup d'Etat, fut-il sanglant, dans une quelconque république latino-américaine.

Cette loi s'applique aussi aux informations de caractère militaire, bien qu'elle ne soit pas — et de loin — la seule à régir la diffusion de l'information.

Trop souvent en effet, on entend dire dans les milieux qui soutiennent l'armée que la cause profonde du « malaise » actuel réside dans l'attitude, généralement qualifiée de « gauchiste », des moyens d'information¹. C'est faire là un mauvais procès aux informateurs et ignorer superbement certains mécanismes de la communication.

« La seule chose qui ne varie pas dans l'histoire de l'Humanité, disait un humoriste français, c'est la proportion d'imbéciles. » Réflexion qui pourrait tout aussi bien s'appliquer, par corps de métier, aux incapables, aux médiocres ou aux « gauchistes ». Que l'ensemble des journalistes votent en moyenne un peu plus à gauche (si tant est que ce terme ait encore un sens précis) que le reste de la population, voilà qui est probable

¹ Les expressions « moyens d'information » ou « moyens de communication » se réfèrent toujours ici aux media de masse: presse, radio, télévision, cinéma et, dans une moindre mesure, livre de poche.

— mais non certain¹. Qu'ils aient en majorité pour objectif d'abattre l'institution militaire, voilà qui est stupide. Ils ont simplement — et par déformation professionnelle — des intérêts différents de la moyenne de la population.

Sans partager la déontologie très particulière du héros du célèbre film *Le Gouffre aux chimères* (qui provoquait la mort de plusieurs mineurs dans le seul but de faire l'événement et de vendre de la copie), beaucoup de professionnels de l'information pourraient accepter cette remarque d'un photographe de presse: « Quand je vois un accident de la route, je sors d'abord mon Nikon et je cours ensuite vers les blessés. »

Le journaliste n'est, en effet, pas payé pour décrire le quotidien — ou rarement — mais pour rapporter ce qui sort de l'ordinaire, c'est-à-dire l'événement, grand ou petit, heureux ou malheureux, progressiste ou réactionnaire. Souvent, il doit en plus le commenter, autrement dit l'intégrer dans un ensemble de faits, de connaissances et d'impressions. Si son savoir et ses opinions personnelles influencent ce travail, de même que la « ligne » du support qui l'emploie, ce sont surtout les informations qu'il reçoit et la manière dont elles lui sont données qui vont orienter le résultat de ses efforts.

Par conséquent, croire que les moyens d'information sont par définition antimilitaristes (encore faudrait-il définir ce mot-à-tout-faire!) est une grossière erreur d'appréciation de la réalité.

On l'a vu, les moyens d'information sont par nature portés à relater avant tout le sensationnel et l'extraordinaire, c'est-à-dire ce qui parle aux sens et sort de l'ordinaire. Ils portent en eux cette exigence, sans laquelle ils disparaîtraient. Dans la mesure où l'image ne peut se présenter comme un discours rationnel, la télévision en fournit un exemple². Il ne saurait exister d'information transmise sans déformation: il ne s'agit pas là d'une volonté délibérée, mais d'une caractéristique inhérente aux media de masse. C'est ainsi que le réalisateur d'un film ou d'une émission, le metteur en page d'un journal ou le radioreporter sont obligés d'opérer des

¹ Les sondages électoraux ont montré que c'était le cas en France, par exemple. Sur de petits groupes étudiés en Suisse romande, cette tendance semble aussi se vérifier. Mais nous ne possédons pas d'informations précises à l'échelle nationale sur les tendances de vote des journalistes.

² Dans sa nature même, la télévision ne peut faire autrement que de privilégier l'instantané, l'exemplaire et l'affectif au détriment du continu, du général et du raisonnable. Si le rationnel n'y est pas présent, cela ne signifie cependant pas qu'elle ne puisse avoir une logique dans son discours, ni que ce dernier ne puisse obéir à des règles raisonnables. Non rationnel ne doit en effet pas ici se comprendre comme inexact ou faux.

choix qui les amènent à privilégier un moment par rapport à d'autres, donc à simplifier une réalité complexe, finalement à déformer. Qui, ayant assisté en personne à un événement, n'a pas été surpris par la relation qui en est faite ?

L'ordre de tous les jours n'intéresse donc pas — ou très peu — les moyens modernes d'information : pourtant, trop de responsables politiques, économiques et militaires ignorent cette vérité fondamentale. C'est ainsi que « dix-sept mille recrues accomplissant normalement leur travail quotidien » appartient à un genre d'information que les meilleurs communiqués de presse ne sauraient véritablement faire passer. En revanche, « dix recrues refusant de se lever pour protester contre la dépersonnalisation dont ils sont victimes à l'armée » est un événement sortant du commun et méritant d'être diffusé.

Il faut se rappeler que le lecteur, l'auditeur, le téléspectateur, bref, le destinataire du message aime et recherche ce qui sort de l'ordinaire. Par exemple, il n'achète pas son journal pour apprendre que M^{me} Dupont est sortie ce matin pour faire son marché, comme chaque matin depuis trente ans, mais bien pour savoir que cette même M^{me} Dupont s'est rompu le cou en tombant dans son escalier ou qu'elle est l'heureuse grand-mère d'une portée de quintuplés, tous en vie... Le fait que M. Kissinger ait bien ou mal dormi ne l'intéresse que dans la mesure où ce sommeil a un rapport avec un événement exceptionnel et M. Ford trébuchant à sa descente d'avion est autrement intéressant que le même M. Ford descendant sans problème l'échelle de coupée d'un quelconque Boeing.

A cette nécessité de l'exceptionnel s'ajoute un certain goût du « social » chez les moyens d'information, véhicules privilégiés de toutes les idées progressistes. Enfin, le journaliste est rarement un chaud partisan du statu quo et un zélateur acharné des valeurs établies. Son métier, qui l'oblige à rechercher ce qui sort de l'ordre commun, en même temps que le désir de contribuer au progrès de la société par ses commentaires, le poussent à prendre naturellement une position plus critique que la majorité de ses concitoyens.

L'armée n'échappe pas à ces quelques règles et pourrait facilement avoir « meilleure presse » (c'est le cas de le dire...) si elle cessait de considérer que cela lui est dû par principe et mettait autant d'énergie à entretenir des relations efficaces avec les moyens d'information que certains de ses membres en mettent à les critiquer. Pour ce faire, elle ne manque ni

d'informations intéressantes, ni de personnel capable de les diffuser intelligemment¹. Encore faudrait-il qu'elle perde l'habitude d'attendre du pouvoir civil un effort dans ce domaine : il a actuellement suffisamment de problèmes de communication sans désirer encore s'occuper de ceux d'une autre institution, fût-elle aussi proche de lui que l'est l'armée.

* * *

Partant d'une thèse implicite selon laquelle existe actuellement en Suisse un doute assez profond à l'égard de l'institution militaire, admettant que ce doute possède des motifs analysables, cette première partie s'est bornée à survoler quelques causes de cet état. Certains effets ont également été mentionnés, de même que quelques ébauches de solutions.

Les pages qui précèdent ne font cependant qu'effleurer le sujet, dans la mesure où elles se limitent à l'évocation de raisons que l'on peut qualifier de « matérielles » : absence de menace, perte de prestige, influences extérieures, attitudes de la jeunesse inhérente à son état, faible politique d'information.

Or, on ne saurait expliquer le « malaise » actuel — fruit du doute — uniquement par cette catégorie de raisons. Il en existe d'autres, moins voyantes, mais probablement plus importantes, en tant qu'elles se situent partiellement à l'origine des premières citées.

Il s'agit des facteurs spirituels qui renforcent le doute. La deuxième partie se propose de les cerner, par le biais des mythes et de la conscience collective.

Les mythes révolus

En dernière analyse, la mise en question de l'institution militaire n'est qu'un aspect particulier d'une « crise de société » beaucoup plus vaste.

Davantage qu'en elle-même, c'est en effet en tant qu'organisme représentatif d'un ordre social que l'armée est actuellement mise en cause. Le principe fondamental de la défense contre l'agression n'appartient pas en propre à la société des hommes : il est inhérent à la nature des êtres

¹ La preuve en est constamment faite par certains commandants d'unité. Il est simplement dommage que ces initiatives demeurent isolées et ne s'intègrent pas dans une politique globale.

vivants¹. Qu'il prenne la forme d'une fuite, d'une attente, d'une riposte ou d'une combinaison de ces trois attitudes, il s'exprime toujours par une réaction que l'on retrouve présente, sans exception, dans tous les comportements naturels, dans les formes de vie les plus élémentaires comme dans les plus complexes.

Plus qu'à l'étranger, la structure de l'organisation militaire helvétique fait qu'en Suisse, les thèmes qui sous-tendent sa contestation sont particulièrement proches de ceux qui animent la mise en question de la société tout entière.

Cette notion de thèmes de contestation est évidemment liée à celle des valeurs de référence de la société, autrement dit aux mythes qui la justifient et à la morale à laquelle elle adhère. Ce n'est en effet que dans la mesure où une partie de la population refuse un certain nombre de valeurs admises par une majorité — et, par conséquent, cherche soit de nouveaux mythes, soit une nouvelle signification ou une expression différente d'anciens mythes — que se développe une contestation sociale, que les circonstances du moment peuvent aider ou défavoriser. Au surplus, il faut que la fraction contestataire de l'échelle de valeurs établie atteigne une certaine dimension quantitative, qualitative et psychologique — ce que l'on pourrait nommer, comme en physique, une « masse critique » — pour que son action soit susceptible de se développer et d'entraîner petit à petit une adhésion toujours plus large.

Ce phénomène « boule de neige » se poursuit alors jusqu'au moment où la partie minoritaire, devenue majoritaire, impose sa propre échelle de valeurs, créant du même coup les conditions d'apparition de sa future contestation. Ainsi se trouve réalisé un processus dialectique ternaire inéluctable, qui passe, pour employer un vocabulaire simple, par les stades classiques de l'affirmation, de la négation et de la négation de la négation (l'« Aufheben » ou assumption de Hegel), ou, si l'on préfère, de la thèse, de l'antithèse et de la synthèse, bien que ce dernier terme soit en fait impropre à décrire le phénomène.

¹ On ne peut simplement décrire la violence — « aggressive » ou « défensive », peu importe ; l'agression n'est jamais rien d'autre qu'une réaction de défense — comme une simple réponse circonstancielle de l'homme ou de la société aux sollicitations de leur environnement. C'est une thèse simpliste, qui ignore volontairement la dimension instinctive du phénomène, liée à la nature même des êtres vivants. De nombreux travaux en ont fait la démonstration, tels ceux de Konrad Lorenz, Prix Nobel, à la philosophie quelque peu scientiste, mais aux aspects expérimentaux passionnants.

Seul, à ce moment, l'ordre de priorité que l'on attribue à la matière par rapport à l'idée — autrement dit, la question de savoir dans laquelle des deux demeure le réel, en tant qu'on le dit vérité — est susceptible d'orienter l'explication du processus, c'est-à-dire, *in fine*, la morale de l'action (ou pratique) qui en découle.

Cette contestation sociale affecte donc les principes et les formes, mais plus généralement les premiers au travers des secondes, par le fait que ces dernières sont plus évidentes et, pourrait-on dire, plus mobilisatrices.

Dès lors, l'armée est un lieu d'action privilégié: elle constitue, avec la justice par exemple, un sommet particulièrement visible de l'iceberg social. Mais il se peut aussi qu'elle soit visée prioritairement en tant que telle, et uniquement d'une manière secondaire en tant que symbole marquant de l'ordre social.

Quoique les apparences soient en l'espèce trompeuses, c'est la première hypothèse qui est la bonne en Suisse, dans la presque totalité des cas de contestation militaire. L'ordre social y est visé bien avant l'ordre militaire, quand bien même il l'est au travers de ce dernier.

Cela provient de ce qu'il n'existe pas — et ne peut réellement exister — d'éthique militaire en Suisse, c'est-à-dire, au niveau le plus élevé, d'ensemble de principes de vie spécifiquement propres à l'armée et qui n'apporteraient pas à la nation.

On peut supposer l'existence d'une telle morale dans une armée de métier, coupée du pays qu'elle sert. Elle possède alors un système de valeurs dont les fondements (et non pas seulement les expressions, ainsi que c'est le cas en Suisse) sont radicalement différents de ceux des civils. Développant une idéologie personnelle, elle peut alors entrer en contradiction totale avec le pouvoir politique dont elle dépend; à la limite s'y substituer, ainsi qu'on l'a récemment vu au Chili. De même, tout en partageant l'essentiel de l'idéologie du pays, l'armée peut se trouver, pour des raisons spécifiquement morales, en opposition avec les décisions du gouvernement et tenter de les influencer, voire de les contrer brutalement. C'est le mécanisme du « pronunciamiento », qui peut dégénérer en « putsch », dont l'exemple demeure celui des généraux français d'Algérie.

N'en déplaise à certains groupes extrémistes, qui agitent périodiquement le spectre d'un coup d'Etat militaire, ce phénomène est impossible en Suisse. Non parce que le militaire y est nécessairement meilleur qu'à

l'étranger, mais parce qu'une armée de milice ne peut en aucun cas développer une éthique propre. Pour rendre la chose possible, il faudrait admettre que le citoyen souscrive à deux ensembles de principes différents, en adopte un trois semaines par an et l'autre le restant de l'année, changeant de « veste » à l'entrée au service comme au licenciement.

En vérité, parce qu'elle est d'abord constituée par le peuple (on nous pardonnera de ne pas prendre au sérieux la prétendue « menace » représentée par les professionnels!), l'armée ne peut avoir d'autre système de valeurs que celui du peuple tout entier. En revanche, elle peut — et doit souvent — leur donner des expressions différentes. Mais, pour être crédibles, des concepts comme « devoir », « honneur », « fidélité » ou « servir » doivent être d'abord ceux du pays avant d'appartenir à l'armée. S'ils ne l'étaient plus, ils ne deviendraient alors que des mots vidés de leur sens profond; les faire figurer sur des drapeaux n'y changerait rien!

« Que se passerait-il si le peuple décidait purement et simplement de supprimer l'armée? Cette dernière s'y opposerait-elle? » Deux questions théoriquement sans objet, mais fréquemment entendues. Une réponse brève fournit un bon exemple de ce qui a été avancé précédemment.

Que se passerait-il? La réponse est purement circonstancielle et l'on peut tout imaginer, y compris que les professionnels, soutenus par certains éléments de la milice, combattent la décision du souverain, jusqu'au recours aux armes.

Cela serait-il, que la réponse à la seconde question demeurerait « non ». Car le peuple qui vote la suppression de l'armée peut certes se déjuger ultérieurement. Mais il ne peut s'opposer à lui-même, puisqu'il est aussi celui qui constitue l'armée. Qu'une minorité, telle celle évoquée ci-dessus, prenne les armes contre la majorité acceptante: c'est une guerre civile, ce n'est pas une réaction de l'armée contre une décision du peuple.

C'est montrer par ce simple exemple la symbiose (car il s'agit d'une action réciproquement bénéfique!) existant en Suisse entre le peuple et l'armée, qui va spirituellement bien au-delà des clichés évoqués habituellement.

Mais c'est montrer également que, parce que l'armée, c'est le peuple (et vice versa), toute contestation militaire est une contestation sociale. La réciproque est aussi vraie, dans la mesure où la contestation de l'ordre social inclut fatallement celle de l'ordre militaire, puisque au-delà des

formes, elle vise des principes qui sont ceux de citoyens-soldats et non de citoyens ou de soldats.

* * *

Nous avons tenté de prouver que, dans la relation unissant l'armée et la nation, il existait (une fois encore...) un « cas suisse »; que toute contestation de l'institution militaire était aussi — et d'abord — une contestation de l'ordre social; qu'il ne pouvait exister à proprement parler dans ce pays d'éthique militaire, mais uniquement une expression militaire de l'éthique. Revenant maintenant à la « crise de doute » présentée en première partie, il faut essayer d'en discerner les raisons d'ordre spirituel.

Cette démarche conduit en premier lieu à préciser le sens et l'étendue de trois concepts fondamentaux: ceux de « mythe » (partant, de « mythologie d'un peuple »), d'« idéal » et d'« idéologie », tels qu'ils peuvent s'analyser au niveau d'une nation.

Aristote notait déjà que « *l'ami de la vérité doit être aussi en quelque manière l'ami des mythes* ». C'est rappeler le sens premier du terme, qui en fait un récit plus ou moins sacré concernant l'origine du monde ou sa fin probable, la généalogie des dieux ou la légende des peuples. Ainsi doivent être entendus, dans leur expression la plus courante, les mythes de Guillaume Tell ou des Trois Suisses.

Plus tard, les sociologues devaient donner au mot un second sens, y voyant une fabulation destinée à justifier *a posteriori* des us et coutumes dont le sens se serait perdu: du rite oublié (comment et pourquoi?) on passerait au mythe. Thèse séduisante à première vue, qui ne résiste pourtant que difficilement à un examen approfondi.

C'est donc le troisième sens du mot, à la fois en relation d'opposition et de complémentarité avec le premier, qui est le plus intéressant. Il fait des mythes un ensemble de représentations à forte valeur affective, qui s'impose à l'imagination et lui donne pour l'action une implusion que ne saurait lui attribuer le seul enseignement rationnel. C'est ainsi que se comprennent le mieux des expressions comme « le mythe du Grand Soir » (apologie de la révolution socialiste violente) ou le « mythe du progrès scientifique ». Il est évident que des mythes comme ceux évoqués à propos du sens premier portent également en eux une très large part de ce troisième sens, ou devraient porter, car il y a là un des éléments importants du débat social, sur lequel nous reviendrons ultérieurement.

L'important est de noter qu'il n'existe pas de société sans mythes ou sans mythologie, ensemble des mythes qu'elle reconnaît pour siens. La fonction qu'ils remplissent est essentielle: assurer la cohésion du groupe par identité de croyance, ce dont les religions fournissent un exemple majeur, bien que se rapprochant davantage de l'utopie que de l'idéologie. Dès lors, plus une société est attachée à ses mythes, plus elle est stable.

Quant à elle, la notion d'« idéal » est beaucoup moins marquée du sceau de l'imaginaire, encore que de sa relation avec l'imagination naîsse la divergence classique entre le « pourrait » et le « devrait être ». Alors que le concept d'idée évoque une exigence de vérité et de raison qui doit s'incarner dans le discours, celui d'idéal parle des exigences du bien et du juste, s'adresse à la volonté et doit se réaliser dans l'action. Se situant sur le plan de la raison pratique, il se pose donc en guide des actes entrepris et, comme tel, participe directement du projet social. C'est à lui que l'on se réfère le plus souvent pour constater une divergence légère, dont on sent qu'elle ne met en cause ni la mythologie du groupe, ni son idéologie dans ses aspects majeurs.

Toutefois, la limite est ici proche où la part de rêve (ou, si l'on veut, utopique) de l'idéal tend à se substituer à la réalité: « vertu » de l'imagination, inventant un « pourrait être », sans se soucier de savoir s'il est possible ou réalisable, ni même — ce qui est plus grave — s'il doit être. On voit aisément ce qui peut résulter d'une telle attitude: les conditions d'apparition d'une idéologie manichéenne (les mythes viennent alors en appui de l'idéalisation, qui peut être soit celle du réel, soit celle de l'imaginaire). Ainsi, toute exigence de vérité et de raison est abandonnée, dans la mesure même où la raison, s'opposant directement au « pourrait être », est alors vécue comme une intolérable contrainte.

Reste la notion centrale d'« idéologie », qui prend deux sens fort différents, suivant qu'on la considère sous son aspect commun et politisé ou, au contraire, sous un éclairage sociologique.

Le plus fréquemment, lorsqu'on parle d'idéologie, c'est en se référant à un ensemble mal défini, qui englobe à la fois une forme de philosophie, un système social et une expression politique autres que ceux que l'on connaît. Telle est la signification du terme employé dans la conversation courante, par exemple, pour désigner les convictions d'un adversaire politique. En ce cas, il faudrait plutôt parler de système du même nom.

La vérité est plus proche quand on dit que « les pays de l'Est ont une

idéologie différente de la nôtre ». Car cette affirmation peut s'entendre dans son sens sociologique, où l'idéologie apparaît comme l'ensemble des valeurs qu'une société vit et réalise dans ses institutions.

Recouvrant les expressions de la conscience que cette société a d'elle-même à un moment donné de son histoire, l'idéologie se présente alors comme la totalité des impératifs sociaux reconnus et admis par un consentement général, tacite et fort. Sans ces idéaux et mythes à haute valeur de ralliement, privée du ciment qui fait sa cohésion interne, une société ne peut survivre.

C'est expliquer pourquoi elle n'admet pas la critique de son idéologie, car, ce faisant, ce n'est pas uniquement ses superstructures — pour employer le vocabulaire marxiste — que l'on attaque, mais bien ses fondements essentiels. Dès lors, si une remise en cause de certains idéaux est possible, tant qu'elle n'approche pas trop du domaine des mythes réunificateurs et des institutions qui les incarnent, une contestation globale ne peut que provoquer un refus du groupe, dont l'ultime traduction est l'élimination pure et simple des opposants.

Toute idéologie possède donc un caractère social affectif prononcé. Mais elle n'est pas une simple « mentalité collective » qui se manifesterait, par exemple, dans certaines dispositions du caractère national: côté empiriste des Anglais, goût théorique et esprit de système des Français ou mystique nationale des Allemands. La voir sous cet angle, c'est la réduire à un avatar d'un inconscient collectif mal compris — encore qu'il y ait des rapports entre ces deux notions.

Pour comprendre qu'elle est plus que cela, il faut ici recourir à l'importante contribution marxiste à une définition moderne de l'idéologie, dont l'intérêt est de faire passer l'explication du terme d'un plan psychologique et peu rationnel à un plan scientifique et rationnel, en affirmant qu'elle recouvre une réalité matérielle et objectivement analysable.

Posant en substance que toute idéologie est d'abord un phénomène de classe, Marx montre qu'elle n'est rien d'autre que le reflet fidèle de la réalité socio-économique telle qu'elle est perçue par une classe ou, en d'autres termes, une superstructure mentale dont l'infrastructure est un certain type d'organisation des rapports de production.

Partant, elle devient alors pour lui l'écran qui occulte la réalité historique de la lutte des classes. Il en veut pour preuve la société bourgeoise, qui, développant un système de valeurs destiné à justifier et préserver ses

acquis, se coupe du prolétariat, créant ainsi les conditions de son anéantissement futur.

C'est donc par la négation des idéologies que se fonde cet aspect du marxisme, ce qui ne l'empêchera d'ailleurs nullement de se constituer en idéologie dès l'instant où la doctrine se trouvera confrontée, dans la pratique révolutionnaire, à une réalité sociale évolutive : un nouvel écran apparaît donc, qui marque toujours les analyses marxistes.

L'intérêt de cette brève incursion dans la pensée de Marx est double. D'une part, il permet d'affirmer qu'une idéologie ne recouvre pas seulement une réalité psychologique et historique, ainsi que peuvent le suggérer idéaux et mythes, mais également une réalité sociale et économique, liée au moment présent. D'autre part, il montre qu'elle n'est pas uniquement l'ensemble des valeurs admises par une société, mais qu'elle implique aussi une adhésion à un certain projet philosophique — tel le matérialisme, par exemple. Cette part de philosophie contenue dans les idéologies doit forcément s'incarner dans l'action : c'est le problème de la politique et du projet social que l'on rejoint ici.

Ce dernier aspect signifie d'autre part que la communauté qui se forme entre les individus qui adhèrent à un projet philosophique et social identique, et en partagent les idéaux, ne s'y limite pas : elle englobe également les intérêts particuliers et la défense de ces individus, en tant qu'elle ne peut pas se donner pour but unique la propagation de son idéologie, mais doit aussi assurer sa cohésion en apportant un soutien à ses membres.

Dans une volonté d'expression politique, l'idéologie rassemble, en fin de compte, autant autour d'un projet social que pour la défense des intérêts de ceux qui s'en font les prosélytes.

Ceci amène à préciser un dernier aspect capital des implications de la notion d'idéologie, à savoir qu'elle ne saurait exister hors de la présence d'une dose d'idéalisme, nécessitant du même coup une diffusion de son contenu dans la vie sociale. L'exigence de l'activisme est ainsi émise, qui, tôt ou tard, prend, dans sa recherche d'efficacité, une forme nécessairement politique et virulente.

Une brève conclusion de ce rapide examen de concepts permet de rappeler tout d'abord : que toute idéologie est un fait social et collectif, recouvrant aussi bien des idées que des individus ; que, véhiculant un contenu mythique et s'incarnant dans les valeurs admises par une société

à un moment donné de son existence, elle ne peut se réduire à une simple superstructure, mais doit également contenir une part d'idéalisme; que ce dernier exige la diffusion d'un projet de société, donc un prosélytisme, source d'activisme; enfin, que, s'adressant à des hommes et propagée par eux, elle doit également prendre en charge leurs intérêts particuliers.

* * *

Ce qui précède autorise à affirmer maintenant qu'il existe une idéologie helvétique, qui propose une « certaine idée » fondamentale du pays, autour de laquelle se rassemble une majorité de citoyens. Démonstration inutile? Ce n'est pas certain, dans un temps qui s'attache facilement aux apparences, fussent-elles trompeuses.

Parallèlement, il est aussi possible de dire qu'il existe une idéologie militaire suisse, au sens où la société que forme l'armée présente une expression particulière de l'idéologie nationale et l'exprime dans des institutions spécifiques.

Cette affirmation d'une idéologie helvétique éclaire d'un jour particulièrement intéressant, sinon neuf, la question du doute à l'égard de l'institution militaire. Elle permet de formuler quelques raisons nouvelles de son existence.

Il s'agit premièrement du « décalage » important qui existe entre l'expression du concept « armée » (pris dans son sens le plus large), telle que la donne le pays « officiel », et son contenu effectif — actif, pourrait-on dire — dans l'idéologie nationale, tel qu'il est perçu par une très large fraction de la population. En d'autres termes, il apparaît aujourd'hui clairement que ce concept, ainsi qu'il se rattache au contenu idéologique national, a cessé de s'incarner réellement dans l'institution qui le supporte ou, à tout le moins, qu'il ne s'y incarne plus que très partiellement.

Traitant de ceci au niveau des valeurs admises, on en voit un exemple parfait dans la question du service civil. Alors que les institutions officielles — et les hommes qui les animent — continuent de poser ce problème en termes d'opposition entre services militaire et civil, d'obligation de servir et d'identité de cette dernière (durée, formes, but, etc.), il est aisément de se rendre compte que beaucoup le posent autrement, en termes de respect de l'individu, de communauté et d'utilité immédiate. Paradoxalement, tous partent d'un même postulat égalitaire, qu'ils développent simplement d'une manière opposée. Pour les uns, l'égalité s'incarne dans

des formes identiques alors que pour les autres, elle a sa substance dans une matière semblable: le service à la communauté. Si le fond de la querelle « forme/matière » est très vieux, l'expression en est nouvelle, qui montre justement ce « décalage » entre nation et pays « officiel ».

Une seconde raison est que la relation entre l'armée et le pays, autrefois évidente, le devient de moins en moins: la représentation de l'institution militaire dans la nation ne correspond plus exactement à la forme moderne de son idéologie. On peut en trouver un exemple sur un plan « territorial ». Lorsque, voici une soixantaine d'années, on chantait: « Roulez tambours (...) Au bord du Rhin, guidez-nous au combat », on exprimait ainsi une réalité qui correspondait non seulement à des frontières physiques et militaires, mais aussi intellectuelles et morales. La Suisse de 1914 bornait le plus souvent ses horizons, jusque dans son idéologie, à cette limite rhénane. Il est facile de mesurer combien, depuis lors, les choses ont changé. C'est pourquoi, même s'ils conservent tout ou partie de leur justification militaire, des concepts comme ceux du « réduit national » apparaissent présentement étriqués et hors du réel pour nombre de citoyens.

La récente création d'un Corps d'aide en cas de catastrophe (au profil paramilitaire, si ce n'est militaire, quoi qu'on dise) montre parfaitement ce changement. Ici se place donc un divorce entre les exigences politiques, qui limitent l'expression du fait militaire au territoire national, et l'appel d'une idéologie neuve.

Une autre raison, proche des précédentes, est le « décalage » qu'ont subi les hommes qui prétendent représenter l'idéal de la nation par rapport à la conception idéologique que s'en fait une majorité de cette dernière.

La difficulté qu'ont les partis politiques traditionnels à être crédibles en est un exemple. Car, en ce domaine, ils ont cessé de répondre aux exigences de la nation, à laquelle ils présentent un spectacle dont elle se désintéresse de plus en plus, dès lors qu'il ne touche pas les intérêts immédiats de l'individu. Le succès de petites formations, proposant des solutions audacieuses — parfois totalement irréalistes, mais d'aspect concret — en apporte la preuve, de même que l'engouement suscité par certaines campagnes, telles celles de Franz Weber, qui s'appuient sur des idées simples et pratiques, apparemment immédiatement réalisables.

Enfin, une dernière raison réside dans l'expression des mythes unificateurs du pays. Si leur contenu a peu varié et continue de se justifier,

leur expression, répandue par les institutions, a cessé d'être signifiante. En fait, c'est surtout l'absence de nouvelles formulations qu'il faut incriminer. Car les moyens de communication ne se privent pas de dénigrer, souvent avec raison, les anciens énoncés. Malheureusement, ils n'en proposent pas en remplacement et le résultat de cette attitude crée ce que l'on pourrait nommer une « incertitude mythique ».

Très concrètement, le langage patriotique — dont le discours du 1^{er} août est le plus beau fleuron — en offre un exemple permanent. Appelant à des valeurs crédibles, il fait en sorte de les rendre inaudibles par une expression ridicule et sans résonance idéologique, sombrant souvent dans la facilité d'un vocabulaire pauvre et dépassé. L'accoutumance à cette déplorable situation est telle que la stupéfaction des auditeurs, lorsque l'orateur parle sans recourir aux habituels clichés, est si grande qu'elle en devient physiquement visible. A la limite, le public a l'impression d'être privé d'une part importante du « spectacle » auquel il s'est rendu...

L'incertitude est la conséquence majeure de ces quatre aspects du même « décalage » idéologique. Elle ne fait qu'ajouter à l'angoisse propre à une époque privée des points de repères ancestraux et où rien n'est stable, problème déjà suffisamment délicat à résoudre sans qu'il soit utile de le compliquer à plaisir.

Reste à se demander quelle est la cause profonde de ce « décalage ». Programme ambitieux, qui justifierait à lui seul une vaste étude philosophique, sociologique et psychologique. Plus modestement, c'est donc à l'exposé d'éléments simples et de sentiments personnels que se limitent les lignes qui suivent.

Toute réflexion faite, l'origine de ce « décalage » entre l'idéologie affirmée du pays « officiel » et celle, peu formulée et « officieuse », de la nation se trouve dans un glissement d'idéal.

En termes plus clairs, l'analyse montre que les idéaux des générations d'avant-guerre tournaient tous autour d'un concept majeur, hérité de la Révolution française: celui de « liberté », décliné et adapté aux circonstances. C'est ainsi que, pour son compte, l'idéologie militaire s'idéalisait dans la notion d'« indépendance », que ce soit du territoire ou du petit par rapport au grand. Elle portait en elle une philosophie de la résistance et de l'honneur dans le sacrifice.

Depuis 1945, les idéaux des générations de la guerre et de l'après-guerre ont progressivement abandonné cette notion centrale de « liberté »

pour se tourner vers celle de « justice », incarnée dans des formulations comme celles de l'engagement personnel, de l'aide au tiers monde, de la redistribution des richesses, tendant ainsi vers une idéologie de conception plus sociale — ce qui ne veut pas nécessairement dire socialiste.

Pour sa part, comme d'autres institutions, l'armée n'a pas suivi ce glissement et un fossé dangereux a commencé à se créer. Pourtant, aussi bien que celle de « liberté », l'idée centrale de « justice » peut se trouver dans l'idéal militaire. De fait, elle en a même été le centre durant tout le Moyen Age. Le serment du chevalier, la justification de ses engagements, les combats menés, tels les Croisades, témoignent de la volonté, inspirée par la religion, de faire passer la notion de « justice » avant celle de « liberté », trop souvent représentée aujourd'hui par le concept de « liberté individuelle ». Il y aurait d'ailleurs beaucoup à écrire sur l'importance du concept de « justice » dans le christianisme et son influence sur la philosophie qui en découle.

Un dernier exemple, celui de la justice militaire, sera évoqué pour terminer cette deuxième partie. Il permet de se rendre compte de la dimension idéale qu'une grande partie de la nation donne à l'idée de justice et de la manière dont elle souhaiterait qu'elle lui paraisse avoir été rendue.

Agir idéalement — c'est-à-dire en accord avec son idéal — ce n'est pas essayer de trouver des réponses circonstancielles à des situations fragmentaires. Au contraire, c'est désirer traduire dans la réalité quelque chose qui ne résulte pas des conditions de l'instant et qui exprime la permanence d'un certain projet global. C'est là toute la différence entre l'action au jour le jour et celle qui veut se conformer à un idéal. Or, trop souvent, la justice, militaire ou civile, donne l'impression d'agir sans véritable projet idéal. Répondant à l'exigence de liberté par les droits et garanties qu'elle accorde, elle ne satisfait pas véritablement à celle de justice, dans la mesure où, la rendant, elle ne montre pas réellement que, ce faisant, elle participe d'un idéal. Et, pour les mêmes raisons déjà expliquées à propos d'autres phénomènes, ce « défaut » apparent de la justice le devient encore plus dans le cadre militaire.

Si, en conclusion, il n'est, pour nous, pas niable que la raison spirituelle essentielle de la « crise de doute » que traverse le pays dans sa relation avec l'institution militaire est un véritable « décalage idéologique » entre la population et l'armée, il apparaît clairement que les problèmes fondamentaux se situent au niveau du glissement d'idéal (de nou-

velles couches de population entrent chaque année à l'armée et contribuent à sa modification sur ce plan) qu'à celui de l'expression idéologique telle que l'armée la conçoit et telle que la nation la désire.

Une ébauche de traitement

Conclure se limite trop fréquemment à donner au lecteur la possibilité d'opérer une brève synthèse des éléments présentés, en lui faisant connaître le sentiment de l'auteur à leur égard. Pourtant, ce devrait moins être l'occasion de rappeler un diagnostic ou un pronostic que celle de proposer un traitement. La vie ne se laisse pas enfermer dans une analyse, si séduisante soit-elle: le croire est un défaut bien latin.

Une étude comme celle-ci ne peut avoir qu'un seul prolongement utile: susciter une discussion. A nos yeux, cette dernière n'atteindra cependant son but que si elle naît autant des causes recherchées que des remèdes évoqués. C'est donc de l'exercice périlleux et sans filet des solutions que cette dernière partie entend donner le spectacle, à la fois téméraire et peu risqué.

Certes, il y a une prétention certaine à vouloir juger du bas de l'échelle, hors des contraintes qui pèsent aux instants de la décision et de l'application. Comme le dit l'adage: les conseilleurs sont rarement les payeurs et, réunis, les partisans du « y a qu'à » formeraient sans doute la plus vaste et la plus stérile des associations.

Mais, d'autre part, la position du « raisonneur solitaire » offre l'avantage d'une vision particulière des faits, qu'il est difficile d'avoir lorsqu'aux leviers de commande, on se trouve directement au cœur de l'événement. Libéré des conditions du moment, il est plus aisé de partir à la recherche de solutions, sinon neuves, du moins différentes. Ainsi avons-nous tenté de concevoir ces ultimes pages.

Au problème posé, les remèdes peuvent être de deux ordres. Celui des suggestions générales, voeux pieux que l'on adresse à l'échelon le plus élevé, politique ou militaire. Celles-là n'engagent pas au-delà des mots: on sait qu'il n'en sortira vraisemblablement rien d'autre que quelques bonnes paroles. De cette thérapeutique facile viennent les Cassandres, champions incontestés du « je vous l'avais bien dit »...

Enfin, celui des propositions concrètes d'action, généralement d'autant plus rares qu'elles réclament de celui qui les formule un engagement

personnel et demandent, pour conserver leur crédibilité, une traduction pratique dans la vie quotidienne. Un bon traitement devant comporter des deux, nous nous efforcerons donc de suggérer respectueusement, sans oublier de proposer concrètement.

* * *

Après avoir montré que l'absence de menace précise, la perte de prestige de l'armée et les influences extérieures formaient les raisons matérielles de l'actuelle « crise de doute », nous lui avons attribué pour origine spirituelle un « décalage » entre l'idéologie prédominante proclamée par le pays « officiel » et celle, moins formulée, à laquelle adhère une importante fraction de la population.

Crise de confiance, crise d'idéal, crise d'expression idéologique : telle est notre synthèse des éléments présentés dans les deux premières parties.

Si l'évidence montre qu'une part du travail de lutte contre cette crise doit être l'œuvre du pouvoir civil, il n'en demeure pas moins qu'une autre part de cet effort, la plus importante, appartient à l'armée en général, à ses membres en particulier et, parmi ces derniers, aux officiers plus spécifiquement.

* * *

Il a été relevé par ailleurs une carence dans l'information, non pas seulement militaire, mais aussi historique et, quelque gênant que ce terme puisse paraître à première vue, idéologique. Mieux expliquer, mieux informer : tel est le premier aspect du « traitement » envisagé. Cela ne doit pas pour autant signifier « action de propagande » : il ne s'agit pas de convaincre artificiellement par répétition de slogans plus ou moins bien construits, mais de diffuser le plus largement possible des faits, susceptibles de créer une réflexion ou, pour employer une terminologie actuelle, de provoquer une « prise de conscience ». Certes, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre : quoi que l'on fasse, une minorité restera étrangère à ces propos.

Raison insuffisante pour renoncer. Car ce n'est pas elle qu'il faut viser, mais bien la majorité, formée de tous ceux qui entendront et ne rejettent pas a priori les éléments présentés... pour autant que l'on s'exprime réellement à leur intention. Abandonner de stériles débats avec d'irréductibles opposants pour concentrer ses efforts sur l'ensemble de ceux

qui doutent par contagion, mais « honnêtement »: ainsi pourrait s'exprimer l'un des objectifs de cette phase d'explication et d'information.

Dans cet esprit, c'est à l'armée, comme à chacun de ses membres, de concevoir son propre discours: on ne dit bien que les choses auxquelles on croit profondément; on ne les exprime clairement qu'avec ses idées et son vocabulaire propres. Il est toutefois possible de proposer quelques thèmes d'intervention, sans prétendre en dresser ici une liste exhaustive.

Expliquer que souhaiter l'indépendance nationale et œuvrer militairement pour la maintenir, ce n'est pas uniquement chercher à défendre des intérêts particuliers et immédiats, mais aussi vouloir la justice dans la liberté; prouver que si nous sommes effectivement dépendants de l'étranger — parce que le monde, ce n'est pas seulement l'Helvétie — nous le serons d'autant moins que nous saurons exprimer notre aptitude à nous défendre; montrer que l'indépendance militaire est une condition de l'indépendance politique et, dans une certaine mesure, économique; évoquer les aspects positifs du devoir militaire, dire son rôle social et unificateur, son importance culturelle par la meilleure compréhension des hommes et des régions qu'il procure; tenter de faire comprendre intelligemment et sans pathos l'effort des générations précédentes, la dureté des conditions d'existence qu'elles ont connues, les progrès spirituels et matériels qu'elles ont fait accomplir à la nation: autant de notions qui devraient être développées à chaque fois que l'on parle d'armée.

On dira que cette liste ressemble à l'un de ces discours patriotiques précédemment critiqués. Ce serait vrai si, en abordant ces questions, on se contentait de dévider une ritournelle de formules apprises par cœur. C'est mal vouloir aider la cause de l'armée que de tout peindre en rose ou noir: il ne faut pas dissimuler — et surtout, se dissimuler — que rien n'est jamais parfait, ce pays pas plus qu'autre chose. Et, bien qu'il ne faille pas perdre son temps en réponses inutiles à des interpellations spécieuses, le sens des nuances et de la réalité est ici prépondérant.

Un organisme existe pour ce faire dans l'armée: l'office Armée et Foyer, dont la mission, déterminée à l'aube de la seconde guerre mondiale par le Général Guisan, demeure à notre sens parfaitement valable. Car, si certains de ses intervenants confondent parfois, mais rarement, conférence d'information et discours de propagande¹, il faut relever qu'il

¹ Avec, en règle générale, très peu de succès! Les Rütlis flamboyants sur fond de Cervins roses, les appels pathétiques aux mânes de la nation et l'anticommunisme primaire ne rencontrent plus guère d'écho auprès de la troupe, et pour cause...

met à la disposition de chacun, militaire ou non, une abondante documentation. Cette dernière n'est peut-être pas toujours parfaite; mais, ici comme ailleurs, la règle de l'auberge espagnole est applicable et qui n'apporte pas son sens critique et son réalisme ne trouve pas grand-chose.

Pourtant, cet effort d'explication doit être avant tout personnel. Quelque honnête que puisse être le travail d'un office comme Armée et Foyer, il souffre toujours d'être suspecté de partialité et d'intentions peu claires. Dès lors, c'est au soldat-citoyen, à l'officier en particulier, de susciter le dialogue, mot galvaudé, mais condition essentielle de toute tentative explicative.

Rectifier d'évidentes absurdités entendues autour de soi, répondre à toute interrogation sur l'institution militaire, l'expliquer simplement à ceux, jeunes et moins jeunes, qui n'en font pas ou plus partie, profiter de l'actualité pour provoquer en famille, à son travail, avec ses amis un débat sur les problèmes de l'armée sont autant d'occasions que doit saisir celui qui entend réagir contre l'actuelle « crise de doute ».

Peu importe finalement d'avoir le dessus ou le dessous dans de tels engagements, ni même de rabâcher, voire d'ennuyer un peu. L'expérience prouve qu'il reste toujours quelque chose — bien souvent davantage qu'on ne le croit — de la présentation calme et précise de faits raisonnables.

Faire de l'information (au sens que ce terme prend dans une relation avec les moyens modernes de communication de masse) est davantage la tâche de l'armée. Certes, un service ad hoc existe au sein du Département militaire fédéral. Mais, outre qu'il ne paraît que très moyennement convenir à la mentalité romande, il devrait, à notre sens, se limiter exclusivement aux questions d'ordre général touchant les relations existant entre le pouvoir civil et l'armée. C'est à cette dernière qu'il appartient d'informer sur les faits qui la concernent directement, couvrant les questions d'équipement, d'instruction et d'engagement de la troupe. On peut naturellement aisément discuter cette répartition de compétences, qui n'engage que l'auteur.

Nous n'en pensons pas moins qu'en ce domaine, une délégation de pouvoirs devrait intervenir. La responsabilité du contact avec les moyens de communication devrait être laissée aux commandants d'unités et d'écoles (jusqu'au niveau du régiment, voire du bataillon), assistés d'un spécialiste. La fonction de ce « responsable de presse » serait de créer les

conditions nécessaires à l'établissement de bonnes relations avec tous les organes d'information, sans considérations d'importance ou d'appartenance politique. Sa mission ne serait donc pas celle d'un propagandiste de la chose militaire, mais bien d'un relais utile et discret entre informations et informateurs.

Ce travail s'effectue d'ailleurs déjà dans un certain nombre de subdivisions d'armée. Autant que l'on en puisse juger par ce qui est diffusé, il obtient le plus souvent d'excellents résultats. Il ne lui manque à notre sens que d'être institutionnalisé et de ne plus dépendre de l'intérêt que tel ou tel commandant porte à l'information.

* * *

Etre présent dans et pour le pays: tel est le second volet du « traitement ». Nous avons déjà dit précédemment combien certaines mesures tendant à rapprocher artificiellement vie civile et militaire nous paraissaient préjudiciables aux intérêts bien compris de l'armée. Qu'il nous soit donc permis d'ajouter simplement que ses membres n'ont pas à avoir honte de leur qualité et des signes qui s'y attachent: de la fierté du soldat pour le corps qu'il sert, jointe à celle du citoyen pour son pays, naît cette association symbiotique et unique: le citoyen-soldat.

A un niveau plus général, l'armée doit mieux et davantage montrer sa présence dans le pays: cours de répétition, manœuvres, mais aussi démonstrations, expositions, journées de l'armée, défilés sont autant de moyens dont les derniers mériteraient d'être employés plus souvent et avec moins de retenue.

Qu'on ne s'y trompe pas: le citoyen qui manifeste quelque mauvaise humeur parce qu'un défilé l'empêche provisoirement de circuler ou parce que les stridences de quelques chasseurs troublent un instant ses vacances est le premier à regarder passer « ses » drapeaux ou à raconter « son » armée au petit-déjeuner. Par conséquent, il n'est pas admissible que les manifestations militaires tendent à disparaître du simple fait d'une minorité, dont le nombre de membres est inversement proportionnel aux clamours qu'ils poussent.

On ne peut croire en une institution que si l'on éprouve pour elle une certaine fierté. L'armée a le devoir de l'entretenir parmi ses membres, elle en a aussi les moyens et les occasions. On prétendra qu'il s'agit de mé-

thodes démagogiques: c'est oublier que parler au cœur du peuple n'est pas nécessairement le flatter en excitant ses passions.

Mais le service que l'armée doit à la communauté n'est pas uniquement militaire: il est également social et économique. Si, sur ce dernier point, de nombreuses localités font aisément la preuve de l'apport de l'armée — dont beaucoup ne vivraient pas sans elle — il faut souhaiter que cette dernière soit davantage en mesure de participer à des opérations civiles, y apportant son expérience, ses hommes et son matériel. Plus encore, il faut espérer aussi que ces concours — forcément limités, car là ne réside évidemment pas la mission première de l'armée — soient mieux et plus souvent mis en valeur.

Quoi qu'en puissent penser certains, il est de mauvaise politique de compter sur le pouvoir civil pour valoriser l'institution militaire: ainsi que nous l'avons déjà relevé, il a d'autres tâches à accomplir, plus directement préoccupantes et dont l'urgence ne laisse pas de doutes. C'est donc à l'armée elle-même de faire ses propres « relations publiques ».

Dans ce genre de campagne, le rôle des responsables militaires, de quelque grade qu'ils soient, est primordial. C'est ainsi que l'officier, pour ne citer que lui, peut mettre les compétences acquises au service militaire à la disposition de la communauté, aussi bien dans son travail civil que dans ses loisirs.

Participer à la mise sur pied de manifestations, s'occuper d'activités communautaires, aider des associations de jeunes et moins jeunes sont autant de moyens dont dispose l'officier pour affirmer — dans le cas présent, par ses talents d'animateur et d'organisateur — sa présence au service de la communauté, sans même parler de son service direct: la politique, généralement d'ailleurs assez bien pourvue en ce domaine, tout au moins en ce qui concerne certains partis.

Contrairement à ce que l'on affirmera, il ne s'agit pas de paternalisme ou d'une quelconque tentative de contrôler tous les rouages de la nation. Participer à la vie d'un pays, c'est beaucoup plus normalement remettre à sa disposition ce qu'il a antérieurement donné en éducation, formation professionnelle ou instruction militaire. Il s'agit simplement de montrer que l'officier dispose de moyens particuliers pour accomplir ce devoir.

Conclusion

Volontairement, nous avons tenté de rester simple tout au long de ce travail et, chaque fois que cela nous a paru nécessaire, d'expliquer un terme, une expression ou un concept. Ce n'est pas mésestimer le lecteur que de chercher à préciser le plus souvent possible l'exacte signification de sa pensée, même lorsque ce processus conduit à rappeler des notions qui peuvent paraître élémentaires à l'homme averti.

L'aspect tout personnel de notre démarche générale ne nous a pas permis d'aborder certains thèmes, pourtant intéressants — tel celui du service militaire proprement dit et des relations qui devraient exister entre cadres et soldats. Nous croyons cependant pouvoir affirmer qu'ils obéissent tous aux mêmes exigences de présence, d'information et d'honnêteté.

* * *

Réfléchir sur l'armée et la nation, c'est finalement s'interroger sur le sens du devoir que l'on a accepté.

Répondre, c'est affirmer qu'être soldat en ce pays ne procède pas d'une vaine glorie ou d'un goût douteux pour le militarisme, mais, tout au contraire, de la volonté de rendre à la communauté — en aidant à la préserver — ce qu'elle a pu nous donner de plus juste : une liberté certaine.

C'est peut-être là d'ailleurs le seul principe qui devrait, au-delà d'une vie militaire, guider une vie d'homme.

J.-M. H.

